

1987, chapitre 118
**LOI MODIFIANT LA CHARTE DE LA VILLE
DE SHERBROOKE**

Projet de loi 206

présenté par M. André J. Hamel, député de Sherbrooke

Présenté le 20 mai 1987

Principe adopté le 23 juin 1987

Adopté le 23 juin 1987

Sanctionné le 23 juin 1987

Entrée en vigueur: le 23 juin 1987

Lois modifiées:

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke (1974, chapitre 101)

Loi modifiant la charte de la ville de Sherbrooke (1978, chapitre 115)





CHAPITRE 118

Loi modifiant la Charte de la ville de Sherbrooke

[Sanctionnée le 23 juin 1987]

Préambule ATTENDU que la ville de Sherbrooke a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 101 des lois de 1974 et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. C-19.
a. 556.1, aj.
pour la ville

Réparation
du réseau
électrique

1. La Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifiée pour la ville de Sherbrooke par l'insertion, après l'article 556, du suivant:

« **556.1** Malgré toute loi générale ou spéciale, le conseil peut, sans qu'il soit requis d'obtenir l'approbation des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation en vigueur, mais avec la seule approbation du ministre des Affaires municipales, décréter par règlement:

a) l'exécution de travaux de réparations urgentes d'amélioration et d'extension du réseau électrique de la municipalité;

b) l'acquisition du matériel requis pour l'exécution des travaux prévus au paragraphe a du présent article;

c) des emprunts temporaires pour défrayer le coût des travaux et achats prévus aux paragraphes a et b du présent article.

Emprunts
temporaires

Le montant total des emprunts temporaires contractés pour l'exécution de ces travaux ne peut en aucun temps excéder la somme de 750 000 \$.

Emprunt à
long terme

Le conseil doit, avant que le montant total de ces emprunts atteigne cette somme, décréter, par règlement, un emprunt à long terme pour rembourser, en tout ou en partie, les emprunts temporaires contractés en vertu du présent article qui ne requièrent que l'approbation du ministre des Affaires municipales. ».

c. C-19,
a. 617.1, aj.
pour la ville

2. Cette loi est modifiée pour la ville par l'insertion, après l'article 617, du suivant :

Ajourne-
ment des
causes

« **617.1** Le greffier de la cour peut, en l'absence du juge de la Cour municipale, procéder à l'ajournement des causes apparaissant sur le rôle de la cour, conformément à la loi; à cette fin, le greffier est réputé être juge de paix.

Signature

Chaque fois que la signature du greffier ou de l'assistant-greffier de la Cour municipale est requise légalement, son nom peut être gravé, lithographié ou imprimé. Toutefois, les mandats d'arrestation et de perquisition doivent porter la signature manuscrite du juge. ».

Abrogations

3. Le paragraphe *a* de l'article 9, l'article 10, le paragraphe *c* de l'article 11, les articles 13 et 14, les articles 19 et 20 du chapitre 101 des lois de 1974 ainsi que l'article 2 du chapitre 115 des lois de 1978 sont abrogés.

Entrée en
vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le 23 juin 1987.